

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000632-121

DATE : LE 27 JANVIER 2021

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE GÉRARD DUGRÉ, J.C.S.**

---

**OPTION CONSOMMATEURS**

Représentante

c.

**LG CHEM LTD.,  
PANASONIC CORPORATION,  
*et al.***

Défenderesses

et

**BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.**

Avocats de la représentante

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

---

**JUGEMENT**

(Sur la demande d'approbations suite à la Transaction PANASONIC)

---

**I**

[1] Le tribunal est saisi d'une Demande pour l'approbation d'une transaction, d'un protocole de distribution, d'avis aux membres, d'un plan de communication, pour la

nomination d'un administrateur des réclamations, d'un arbitre et pour l'approbation des honoraires et déboursés des Avocats de la Représentante<sup>1</sup>.

[2] Les procureurs des défenderesses Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America, Panasonic Canada Inc. et Sanyo Electric Co., Ltd. (« PANASONIC ») ne s'opposent pas à cette demande et consentent à l'approbation de la Transaction PANASONIC par le tribunal.

[3] La procureure représentant le Fonds d'aide aux actions collectives a avisé par écrit le tribunal qu'elle ne s'oppose pas, pour l'essentiel, à cette demande, mais un de ses commentaires entraînera une correction mineure à l'une des conclusions de la demande. Une de ses collègues a participé à l'audition.

## II

### ***L'historique des procédures***

[4] Des actions collectives ont été intentées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique alléguant que certains fabricants de piles rechargeables au lithium-ion (ci-après les « Piles ») et leurs sociétés affiliées ont comploté afin de fixer les prix des Piles au Canada.

[5] Ainsi, outre le présent dossier, des actions collectives similaires ont été entreprises à l'échelle nationale dans les affaires suivantes (ci-après collectivement et avec le présent dossier : les « Actions ») :

*Khurram Shah and Alpina Holdings Inc. v. LG Chem, Ltd et al.*, Ontario Superior Court of Justice, Court File No. CV-13-483540-00CP (ci-après le « Dossier SHAH »); et

*Jonathan Cruz v. LG Chem, Ltd. et al.*, Supreme Court of British Columbia, Vancouver Registry, Court File N° VLC-S-128141 (ci-après le « Dossier CRUZ »).

[6] Dans le cadre des Actions, les Avocats de la Représentante travaillent conjointement avec les cabinets CAMP FIORANTE MATTHEWS MOGERMAN LLP en Colombie-

---

<sup>1</sup> Fondée sur les art. 590 et suiv. C.p.c., les art. 58 et suiv. *Règlement de la Cour supérieure du Québec en matière civile*, RLRQ, c. C-25.01, et l'art. 32 de la *Loi sur le fonds d'aide aux actions collectives*, RLRQ, c. F-3.2.0.1.1. Séq. 115 au plunitif.

Britannique et SOTOS LLP et SISKINDS LLP en Ontario (ci-après collectivement avec les Avocats de la Représentante : les « Avocats »).

[7] Les Actions allèguent toutes que les défenderesses ont comploté entre elles afin de fixer artificiellement le prix des Piles au Canada. Ce complot aurait eu pour effet de restreindre indûment la concurrence et de gonfler artificiellement le prix des Piles et des produits équipés de Piles.

[8] Une Pile est un dispositif électrochimique permettant d'alimenter en énergie un appareil électrique. Elle est composée de deux électrodes baignant dans un électrolyte, dans lequel se déplacent des ions de lithium. Le déplacement de ces ions de lithium d'une électrode à l'autre génère de l'électricité.

[9] Les Piles sont abondamment utilisées dans les appareils électroniques de consommation courante, en raison notamment de leur coût de fabrication relativement faible, leur utilisation sécuritaire et leurs propriétés qui font d'elles des sources performantes d'énergie.

[10] On retrouve des Piles notamment dans les appareils électroniques sans fil, comme les ordinateurs portables, les téléphones cellulaires, les téléphones intelligents, les tablettes électroniques, les lecteurs de livres électroniques, les lecteurs MP3, les GPS portatifs et les outils électriques sans fil.

[11] Le 5 novembre 2012, monsieur Jordan Cohen (ci-après « M. Cohen ») dépose une *Motion to Authorize the Bringing of a Class Action & to Ascribe the Status of Representative* (ci-après la « Requête pour autorisation ») au dossier de la Cour.

[12] Le 9 novembre 2015, la Représentante dépose une requête afin d'être substituée à M. Cohen à titre de requérante aux fins des présentes procédures.

[13] Le 18 décembre 2015, l'honorable Claudine Roy, j.c.s., déclare que M. Cohen n'a pas la motivation ni la capacité d'assurer une représentation adéquate des membres du groupe et accueille la requête de la Représentante.

[14] Le 27 janvier 2017, la Cour d'appel rejette l'appel de M. Cohen, confirmant ainsi sa substitution par la Représentante.

[15] Le 10 mars 2017, la Représentante dépose une Demande modifiée pour autorisation d'exercer une action collective.

[16] À la même date, la Représentante dépose une Demande pour permission de se désister à l'égard de certaines défenderesses, laquelle est accueillie par le tribunal le 27 mars 2017.

[17] Le 27 mars 2017, les défenderesses déposent une Demande pour la suspension des procédures.

[18] Les 3, 4 et 5 mai 2017, l'audition sur la Demande modifiée pour autorisation d'exercer une action collective et la Demande pour la suspension des procédures se tient devant la juge Roy.

[19] Le 7 juin 2017, la Cour supérieure autorise la Représentante à exercer une action collective contre les défenderesses SAMSUNG SDI CO. LTD. et SAMSUNG SDI AMERICA INC. (ci-après, collectivement « SAMSUNG »), SONY CORPORATION, SONY ENERGY DEVICES CORPORATION, SONY ELECTRONICS, INC. et SONY OF CANADA LTD. (ci-après collectivement « SONY ») et LG CHEM, LTD. et LG CHEM AMERICA, INC. (ci-après collectivement : « LG CHEM ») et PANASONIC pour le compte d'un groupe composé de :

Toute personne qui a acheté au Québec entre le 24 février 2004 et le 30 septembre 2008 une ou des Piles [...] ou un ou des produits équipés d'une ou de plusieurs Piles, à l'exclusion toutefois des Piles destinées à être installées dans une automobile ou dans tout autre véhicule et des véhicules équipés de telles piles.

(ci-après le « Jugement d'autorisation »)

[20] En vertu d'un jugement également rendu le 7 juin 2017, la juge Roy rejette la Demande pour la suspension des procédures des défenderesses.

[21] Le 6 juillet 2017, PANASONIC/SANYO et LG CHEM déposent une Requête pour permission d'appeler du Jugement d'autorisation.

[22] Le 21 septembre 2017, l'audition de la Requête pour permission d'appeler est tenue devant la Cour d'appel qui la rejette le 22 septembre 2017.

[23] Le 8 novembre 2017, la Représentante dépose sa Demande introductive d'instance au dossier de la Cour.

[24] Le 6 décembre 2017, la Représentante dépose une Demande d'autorisation pour modifier la Demande introductive d'instance afin de remplacer la personne désignée, à

savoir monsieur Patrick Dumoulin, par mesdames Dominique Gervais et Luce Bellavance. Cette demande est accueillie par le tribunal le 5 janvier 2018.

[25] Le 10 juillet 2019, le tribunal a rendu un jugement sur un avis de gestion portant notamment sur des questions relatives à la production d'environ 800 000 documents dans le contexte du litige qui se poursuivait contre PANASONIC<sup>2</sup>.

[26] Le 13 mars 2020, la Cour d'appel a rejeté l'appel logé par PANASONIC du jugement rendu le 10 juillet 2019<sup>3</sup>.

[27] Depuis le début des procédures, les Avocats ont conclu des transactions avec toutes les défenderesses. L'approbation de la Transaction PANASONIC, qui fait l'objet de la présente Demande, mettrait fin au litige contre l'ensemble des défenderesses à l'action collective.

[28] L'audition sur l'approbation de la Transaction PANASONIC, sur le Protocole de distribution et sur les honoraires et déboursés des Avocats s'est tenue le 15 janvier 2021 dans le Dossier SHAH et le juge Perell, de la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario, a approuvé la Transaction, le Protocole de distribution et les honoraires et déboursés des Avocats<sup>4</sup>.

***Les transactions et les sommes recueillies à ce jour  
au bénéfice des membres***

[29] Des transactions (ci-après respectivement la « Transaction SAMSUNG », la « Transaction SONY » et la « Transaction LG ») ont préalablement été conclues avec les défenderesses SAMSUNG, SONY ET LG.

[30] La Transaction SAMSUNG et la Transaction SONY ont été approuvées par le tribunal le 26 septembre 2018 et la Transaction LG a été approuvée le 5 juillet 2019<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> *Option Consommateurs c. Panasonic Corporation*, 2019 QCCS 2954.

<sup>3</sup> *Panasonic Corporation c. Option Consommateurs*, 2020 QCCA 444.

<sup>4</sup> Tel qu'il appert du *Order (Panasonic Settlement and Distribution Protocol Approval)*, du *Order (Class Counsel Fee Approval-Panasonic)* et des *Reasons for Decision*, datés du 15 janvier 2021, pièce R-4.

<sup>5</sup> Voir *Option consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2018 QCCS 6096; *Option consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2018 QCCS 6094; *Option consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2019 QCCS 2949.

[31] Le 7 juin 2018, dans un jugement rendu sur la Demande d'approbation d'avis en lien avec les Transactions SAMSUNG et SONY, cette Cour encadrait la procédure d'exclusion des membres du groupe.

[32] Dans ce contexte, les membres ont eu l'opportunité de s'exclure des Actions et en bout de piste, aucun membre ne s'est prévalu de ce droit.

[33] Les tribunaux de l'Ontario et de Colombie-Britannique ont également approuvé les Transactions SAMSUNG, SONY et LG aux mois d'octobre 2018 et juin 2019 respectivement.

[34] Les jugements approuvant ces transactions sont maintenant tous finaux et les sommes découlant des Transactions SAMSUNG, SONY et LG totalisent près de 12 500 000,00 \$ CA.

[35] Le 1er octobre 2020, la Représentante signe la Transaction PANASONIC, pièce R-1, par le biais de laquelle PANASONIC s'est à son tour engagée à payer une somme de 6 295 000,00\$ US (convertis approximativement à la somme de 8 243 300,00 \$ CA) au bénéfice de l'ensemble des membres des groupes visés par les Actions, portant ainsi le total des sommes obtenues pour le compte de ceux-ci à plus de 21 000 000,00 \$ CA. Ces sommes ont toutes été payées et sont présentement détenues en fidéicommiss.

[36] La Transaction PANASONIC, pièce R-1, fait notamment l'objet de la présente demande d'approbations.

### III

[37] Suite à la conclusion de la Transaction PANASONIC, le tribunal accueillait, le 27 novembre 2020, une Demande pour l'obtention d'ordonnances préliminaires aux fins d'approbation d'une transaction, d'un protocole de distribution et des honoraires des avocats de la demanderesse et prononçait des conclusions visant notamment à :

- a. modifier comme suit la définition du groupe visé par l'action collective, à des fins de transaction seulement :

« All Persons in Quebec who purchased Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products in Canada during the Class Period except the Excluded Persons. »;

- b. ordonner qu'un avis de l'audition sur l'approbation de la Transaction FXI, du Protocole de distribution et des honoraires des Avocats soit donné aux membres du groupe et approuvant la forme et le fond de cet avis;
- c. ordonner la publication des avis conformément au plan soumis;
- d. fixer le délai et la procédure de présentation de toute prétention que pourraient faire valoir les membres du groupe quant à la Transaction PANASONIC, le Protocole de distribution et/ou les honoraires des Avocats au plus tard à la première des deux dates suivantes : trente (30) jours à compter de la première date de publication des avis ou dix (10) jours avant la date d'audition sur l'approbation de la Transaction qui se tiendra devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario, fixée au 15 janvier 2021<sup>6</sup>.

[38] Une ordonnance similaire a été rendue par la Cour supérieure de l'Ontario le 19 novembre 2020 (pièce R-5).

[39] Les Avocats de la Représentante ont avisé le tribunal que les avis aux membres avaient été publiés en conformité avec le plan de diffusion approuvé par le tribunal.

[40] Les avocats de la Représentante ont également avisé le tribunal lors de l'audience qu'ils n'avaient reçu aucune opposition à l'encontre de leur demande alors que le délai pour ce faire expirait le 4 janvier 2021.

[41] Lors de l'audience, aucun membre ne s'est présenté, réellement ou virtuellement, pour s'opposer à la demande.

[42] En ce qui concerne le Fonds d'aide aux actions collectives, mis en cause, on l'a dit, l'avocate de ce dernier a avisé par écrit le tribunal de sa position, sa lettre du 25 janvier 2021 ayant été produite sous la cote R-23.

---

<sup>6</sup> *Option consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2020 QCCS 3987.

## IV

[43] Cette demande soulève deux questions :

- A. La Demande pour l'approbation d'une transaction, d'un protocole de distribution, d'avis aux membres, d'un plan de communication, la nomination d'un administrateur des réclamations et d'un arbitre devrait-elle être accueillie?
- B. La Demande pour l'approbation des honoraires et déboursés des avocats de la Représentante devrait-elle être accueillie?

## V

- A. LA DEMANDE POUR L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION, D'UN PROTOCOLE DE DISTRIBUTION, D'AVIS AUX MEMBRES, D'UN PLAN DE COMMUNICATION, LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS ET D'UN ARBITRE DEVRAIT-ELLE ÊTRE ACCUEILLIE?

***Quant à la Transaction PANASONIC***

[44] La Représentante est une association de consommateurs ayant une longue expérience en représentation de leurs intérêts. Elle s'intéresse activement à la protection des droits des consommateurs en leur apportant notamment un soutien direct et, lorsque nécessaire, en intervenant devant les instances gouvernementales et les instances judiciaires. La Représentante s'est vu octroyer à deux reprises le prix de l'Office de la protection du consommateur. Ce prix est décerné une fois l'an et vise à souligner l'engagement et la contribution des personnes et des organismes qui travaillent à la promotion et à la défense des droits des consommateurs du Québec.

[45] Ni la Représentante ni la Personne désignée ne sont liées à PANASONIC et c'est librement et à distance que la Représentante a participé aux négociations qui ont mené à la Transaction PANASONIC.

[46] Tel que précédemment mentionné, la valeur totale de la Transaction PANASONIC est de 6 295 000,00 \$ US (convertis approximativement en 8 243 300,00 \$ CA).

[47] Bien qu'aucun interrogatoire au préalable n'ait encore été tenu par la Représentante dans le cadre du présent dossier, les Avocats ont eu accès à une quantité importante d'informations qui leur ont permis d'évaluer le mérite de la Transaction



PANASONIC dont, notamment, une quantité considérable d'information portant sur la nature et l'étendue du cartel (incluant de l'information obtenue de défenderesses ayant déjà réglé ainsi que dans le cadre du litige qui se poursuivait contre PANASONIC), la décision de la Commission Européenne, les procédures entreprises par le Département de la Justice américain (D.O.J.) et les procédures déposées dans des dossiers civils similaires aux États-Unis.

[48] Par ailleurs, une comparaison avec les transactions intervenues dans le cadre des procédures américaines d'action collective apporte une assurance additionnelle quant au caractère juste, raisonnable et équitable de la Transaction PANASONIC.

[49] En effet, dans le cadre de l'action collective américaine intentée au nom des acheteurs indirects, PANASONIC a conclu une entente de règlement de 5 500 000,00 \$ US.

[50] Par ailleurs, le montant de la Transaction PANASONIC est le plus important montant obtenu dans le cadre des Actions, ce qui est approprié tant considérant les parts de marché de PANASONIC que le fait que PANASONIC est la dernière défenderesse à conclure une entente de règlement.

[51] La Représentante est confiante qu'elle aurait pu obtenir gain de cause au fond contre PANASONIC. Elle est toutefois consciente des risques, des difficultés, des délais et des coûts inhérents à toute action en justice et en particulier à la présente affaire. Dans ce contexte et avant de conclure la Transaction PANASONIC, la Représentante a tenu compte notamment des éléments suivants :

- la nature et l'étendue de la responsabilité alléguée des défenderesses;
- les risques liés à la procédure d'action collective;
- la nature des informations disponibles concernant les ventes directes et indirectes des défenderesses au Canada et l'interrelation entre les ventes aux États-Unis et celles au Canada;
- les questions factuelles et juridiques relatives à l'étendue de la surcharge occasionnée par le complot allégué et à l'identité des personnes qui peuvent en réclamer le remboursement;
- le temps et les coûts liés à la poursuite du litige;

- le risque qu'à procès, il ne soit pas possible d'établir la valeur globale des dommages;
- le risque que les membres ne puissent démontrer qu'ils ont assumé, en tout ou en partie, la surcharge occasionnée par le complot allégué;
- le risque que, même si l'existence du complot était démontrée, le tribunal conclut qu'il a été inefficace ou qu'il n'a eu que peu ou pas d'effet sur les prix; et
- les possibilités d'appels.

[52] La Représentante et les Avocats de la Représentante sont d'opinion que la Transaction PANASONIC a été conclue dans l'intérêt des membres du groupe.

[53] En l'espèce, le tribunal doit décider si la Transaction PANASONIC est juste, équitable et si elle répond au meilleur intérêt des membres du groupe. Dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, le tribunal doit favoriser le règlement des litiges et il doit approuver la Transaction dans sa totalité<sup>7</sup>.

[54] Les critères suivants, élaborés et unanimement reconnus par la jurisprudence, doivent être considérés par le tribunal dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire :

- les probabilités de succès du recours;
- l'importance et la nature de la preuve administrée;
- les termes et les conditions de la transaction;
- la recommandation des procureurs et leur expérience;
- le coût des dépenses futures et la durée probable du litige;
- la recommandation d'une tierce personne neutre, le cas échéant;
- le nombre et la nature des objections à la transaction;

---

<sup>7</sup> *Bouchard c. Abitibi Consolidated Inc.*, J.E. 2004-1503 (C.S.), par. 15 à 20; *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345, par. 18 et 19; *Markus c. Reebok Canada inc.*, 2012 QCCS 3562, par. 20 et 21; *Cornellier c. Province canadienne de la Congrégation de Ste-Croix*, 2011 QCCS 6670, par. 30 à 33, 35; *Beauchamp c. Procureure générale du Québec*, 2019 QCCS 2421; *Kennedy c. Colacem Canada inc.*, 2019 QCCS 183; *Lépine c. Société canadienne des postes*, 2017 QCCS 1406; *Brown c. Lloyd's Underwriters*, 2018 QCCS 5866; *Marcil c. Commission scolaire de la Jonquière*, 2018 QCCS 3836.

- la bonne foi des parties;
- l'absence de collusion<sup>8</sup>.

[55] Ces critères ne s'appliquent que lorsqu'ils sont pertinents. À l'exception du meilleur intérêt des membres du groupe, aucun n'est déterminant ou prioritaire<sup>9</sup>.

[56] Or, non seulement la Transaction PANASONIC correspond au meilleur intérêt des membres du groupe, mais elle s'inscrit en outre dans un contexte qui satisfait à l'ensemble de ces critères.

[57] Elle doit par conséquent être approuvée.

#### ***Quant au Protocole de distribution***

[58] Les Avocats ont élaboré le Protocole de distribution, pièce R-2, en ayant à l'esprit un seul objectif : remettre directement dans les mains des membres du groupe les sommes obtenues dans le cadre des transactions conclues avec les défenderesses.

[59] En l'instance, la Représentante et ses avocats étaient également animés par leur volonté d'atteindre une certaine équité entre les intérêts variés des membres à chaque échelon de la chaîne de distribution des Piles eu égard :

- à la valeur de la compensation qui leur serait offerte; et
- aux taux de réclamation attendus à chacun de ces échelons.

[60] Le Protocole de distribution vise en l'espèce à permettre la distribution des sommes recueillies par les Avocats au bénéfice des membres des Actions.

[61] En bout de course, la Représentante et ses avocats soumettent que le Protocole de distribution respecte les principes directeurs qu'ils se sont fixés. Le Protocole de distribution assure à l'ensemble des membres un traitement équitable de leurs réclamations eu égard aux considérations économiques, juridiques et pratiques applicables.

---

<sup>8</sup> *Bouchard c. Abitibi Consolidated Inc.*, J.E. 2004-1503 (C.S.), par. 21 à 26; *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345, par. 20 et 21; *Markus c. Reebok Canada inc.*, 2012 QCCS 3562, par. 22 à 23; *Option consommateurs c. MinebeaMitsumi inc.*, 2019 QCCS 593, par. 12 à 18, 21 et 23.

<sup>9</sup> *Markus c. Reebok Canada inc.*, 2012 QCCS 3562, par. 24.

[62] D'emblée, il importe de mentionner que les règles jurisprudentielles qui régissent l'approbation des transactions s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'approbation du Protocole de distribution<sup>10</sup>.

[63] Les sommes découlant de l'ensemble des transactions intervenues dans le cadre des Actions totalisent à ce jour 21 326 659,67 \$ CA<sup>11</sup>.

[64] Il est estimé qu'après paiement des dépenses et autres frais liés aux Actions, elle pourrait être en mesure de distribuer approximativement 13 379 332,00 \$ (ci après les « Revenus Nets ») aux membres des Actions<sup>12</sup>.

[65] Il convient de souligner que le montant exact des Revenus Nets ne sera toutefois connu qu'une fois que le tribunal et la Cour supérieure de justice de l'Ontario auront approuvé les honoraires des avocats et que les coûts d'administration et des intérêts seront déterminés.

[66] Afin de s'assurer que la distribution des sommes rencontre les mêmes standards que ceux qui ont dicté la conduite de l'ensemble de ce litige, les Avocats ont collaboré à l'élaboration du Protocole de distribution en se basant sur leur expérience respective en matière de distribution à l'échelle nationale.

[67] Il appert que la structure du Protocole de distribution a été élaborée sur le modèle de protocoles de distribution approuvés dans des actions collectives pancanadiennes en matière de complot de fixation de prix, notamment l'action collective sur les tubes cathodiques CRT (ci-après l'« Action CRT ») et l'action collective sur les écrans LCD (ci-après l'« Action LCD »), à l'élaboration desquels plusieurs des Avocats aux Actions ont participé.

[68] Les protocoles de distribution élaborés dans les Actions CRT et LCD sont appropriés au présent dossier dans la mesure où les Piles sont vendues selon des chaînes de distribution similaires à celles des tubes cathodiques CRT et des écrans LCD.

[69] Les Avocats ont mandaté le Dr Keith Reutter afin qu'il confirme l'opportunité, dans les Actions, d'une distribution en fonction d'un système de valeur en points.

---

<sup>10</sup> *Option consommateurs c. Infineon Technologie, a.g.*, 2014 QCCS 4949, par. 84 à 86. Voir également : *Krantz c. Procureure générale du Québec*, 2017 QCCS 5115, par. 35-40.

<sup>11</sup> Tel qu'il appert d'un document faisant état des montants disponibles aux fins de distribution intitulé « *Chart Calculation of Net Settlement Amount* », annexé comme Exhibit « G » de l'affidavit de Me Linda Visser, pièce R-8

<sup>12</sup> Voir le document cité à la note précédente.

[70] Le Protocole de distribution a été rédigé en langue anglaise, mais la Représentante a également déposé au dossier de la Cour une traduction non officielle du Protocole de distribution en langue française<sup>13</sup>.

[71] Les Avocats de la Représentante ont avisé le tribunal que, le 11 janvier 2021, ils ont apporté des modifications au Protocole de distribution, pièce R-2, aux seules fins de le bonifier en clarifiant les éléments requis dans le cadre du dépôt d'une réclamation documentée et afin d'ajouter la possibilité d'étendre le délai d'appel sous certaines conditions.

[72] Les Membres du groupe pourront soumettre des réclamations pour leurs achats de Piles et de Produits équipés de Piles. Les Produits équipés de Piles admissibles sont les ordinateurs blocs-notes, les ordinateurs portatifs, les tablettes électroniques, les lecteurs de livres électroniques, les lecteurs MP3, les assistants numériques personnels, les GPS portatifs, les lecteurs vidéo portatifs, les téléphones cellulaires ou téléphones intelligents (sauf les téléphones cellulaires acquis dans le cadre d'un contrat de service de téléphonie cellulaire), ainsi que les blocs-piles au lithium-ion de remplacement. Les autres produits ne sont pas admissibles à compensation.

[73] Les Membres du groupe qui soumettent des réclamations non documentées seront admissibles à recevoir le paiement administratif minimum de 20 \$ CA.

[74] Le Membre du groupe qui souhaite recevoir plus que le paiement administratif minimum devra soumettre une réclamation documentée, c'est-à-dire appuyée par des preuves d'achat, soit fournies par le Membre du groupe lui-même, soit fournies par les défenderesses.

[75] En ce qui concerne les réclamations documentées, le montant de la réclamation auquel aura droit le Membre du groupe sera calculé au prorata du nombre de Piles et de Produits équipés de Piles achetés par ce Membre du groupe par rapport au nombre total de Piles et Produits équipés de Piles achetés par tous les Membres du groupe.

[76] Aux fins du calcul de la distribution au prorata, chaque Pile ou Produit équipé de Piles se voit attribuer une valeur en points basée sur le nombre d'unités de Piles contenues dans la Pile ou le Produit équipé de Piles, tel que décrit dans le tableau suivant<sup>14</sup> :

---

<sup>13</sup> Pièce R-10.

<sup>14</sup> Tel qu'il appert du Protocole de distribution, pièce R-2, et de l'affidavit de Me Linda Visser, pièce R-8.

Pile/Produit équipé d'une Pile	Valeur en points
Ordinateur blocs-note ou pile de remplacement	6
Ordinateur portable ou pile de remplacement	6
Tablette électronique ou pile de remplacement	1
Lecteur de livres électroniques ou pile de remplacement	1
Lecteur MP3 ou bloc-pile de remplacement	1
Assistant numérique personnel ou bloc-pile de remplacement	1
GPS portable ou bloc-pile de remplacement	1
Lecteur vidéo portable ou bloc-pile de remplacement	2
Téléphone cellulaire/téléphone intelligent ou bloc-pile de remplacement [sauf les téléphones cellulaires acquis dans le cadre d'un contrat de service de téléphonie cellulaire]	1

[77] Ce tableau a été élaboré par le Dr Keith Reutter, selon le raisonnement expliqué dans son rapport du 4 décembre 2020<sup>15</sup>.

[78] Les valeurs en points décrites dans le tableau ci-dessus représentent une estimation de la moyenne du nombre d'unités de Piles contenues dans un Produit équipé de Piles pendant la période de réclamation. Le nombre d'unités de piles a varié au fil du temps et au fur et à mesure des avancées technologiques.

[79] Les valeurs en points ont été déterminées sur la base des informations fournies par les défenderesses, tel qu'expliqué dans le rapport du Dr Keith Reutter.

[80] Les Membres du groupe seront distingués selon quatre catégories d'acheteurs, en fonction de leur place dans la chaîne de distribution :

- a) Les acheteurs finaux directs sont les Membres du groupe qui ont acheté des Piles ou des Produits équipés de Piles pour leur propre usage et non pour la

<sup>15</sup> Pièce R-9, tel qu'il appert du Protocole de distribution, pièce R-2, et de l'affidavit de Me Linda Visser, pièce R-8.

revente commerciale, directement d'une défenderesse ou d'une entité reliée à une défenderesse;

- b) Les acheteurs revendeurs directs sont les Membres du groupe qui ont acheté des Piles ou des Produits équipés de Piles pour la revente commerciale directement d'une défenderesse ou d'une entité reliée à une défenderesse;
- c) Les Autres acheteurs finaux sont les Membres du groupe qui ont acheté des Piles ou des Produits équipés de Piles pour leur propre usage et non pour la revente commerciale, d'une entité qui n'est ni une défenderesse, ni reliée à une défenderesse. Cette catégorie inclut ce que l'on appelle les « acheteurs sous parapluie », c'est-à-dire les personnes qui ont acheté des produits fabriqués par des non-défenderesses; et
- d) Les Autres acheteurs revendeurs sont les Membres du groupe qui ont acheté des Piles ou des Produits équipés de Piles pour la revente commerciale, d'une entité qui n'est ni une défenderesse, ni reliée à une défenderesse. Cette catégorie inclut ce que l'on appelle les « acheteurs sous parapluie », c'est-à-dire les personnes qui ont acheté des produits fabriqués par des non-défenderesses<sup>16</sup>.

[81] Un Membre du groupe peut se retrouver inclus dans plusieurs catégories d'acheteurs. Par exemple, un commerçant peut acheter des Piles ou Produits équipés de Piles pour la revente commerciale et d'autres pour une utilisation dans les bureaux de son commerce. Si les produits ont été achetés d'une défenderesse, le Membre du groupe se qualifiera à la fois à titre d'Acheteur revendeur direct et d'Acheteur final direct.

[82] Ces catégories d'acheteurs ont été élaborées sur la base des constats effectués par le Dr Keith Reutter dans le rapport d'expertise élaboré au stade de la certification de l'action collective dans le dossier SHAH.

[83] De plus, les Avocats ont tiré profit de leur expérience obtenue dans le cadre de l'élaboration des protocoles de distributions dans les actions collectives sur les écrans LCD et les tubes cathodiques CRT, où les bureaux SISKINDS LLP et CAMP FIORANTE MATTHEWS MOGERMAN LLP étaient avocats en demande, et des similitudes dans les caractéristiques de marché des produits.

---

<sup>16</sup> Tel qu'il appert du Protocole de distribution, pièce R-2, et de l'affidavit de Me Linda Visser, pièce R-8,

[84] Tous les Membres du groupe admissibles recevront un paiement minimum de 20 \$, qui n'est pas une évaluation des dommages subis, mais un minimum administratif conçu pour maintenir une plateforme économique et administrative réalisable pour la distribution.

[85] Le reliquat sera constitué des réclamations non payées en raison de virements électroniques ou de chèques non encaissés, d'intérêts résiduels ou autres.

[86] Toutefois, le Protocole de distribution stipule que la distribution des sommes au Québec sera soumise à l'application de *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c. F-3.2.0.1.1 et calculée conformément au *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives*, F-3.2.0.1.1, r.2.

[87] La Représentante et les Avocats proposent – et recherchent une ordonnance en ce sens – que, le cas échéant et au terme de la distribution, le reliquat soit distribué en tant que paiement(s) *ci-après*, selon les modalités suivantes :

- si le reliquat est inférieur ou égal à 10 000,00 \$, les sommes doivent être remises à Pro Bono Canada, déduction faite des sommes revenant au Fonds d'aide aux actions collectives en vertu de la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*, RLRQ c. F-3.2.0.1.1 et calculée conformément au *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives*, F-3.2.0.1.1, r.2.; et
- si le montant est supérieur à 10 000,00 \$, d'autres instructions devront être obtenues auprès de la Cour supérieure de Justice de l'Ontario et de la Cour supérieure du Québec.

[88] Le juge Perell de la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario, lorsqu'il s'est prononcé sur le Protocole de distribution le 15 janvier 2021, a rendu une ordonnance en ce sens<sup>17</sup>.

[89] Ce n'est toutefois que lorsque l'ensemble des réclamations aura été traité que la qu'il sera possible de déterminer si le Protocole de distribution, pièce R-2, a généré un reliquat. Dans ce contexte, il est pour l'instant impossible d'identifier les retenues applicables en vertu de la Transaction PANASONIC, pièce R-1, et du Protocole de distribution, pièce R-2.

---

<sup>17</sup> Voir pièce R-4.



[90] Dès lors que cette information sera connue et avant de procéder à la distribution des sommes, les Avocats de la représentante s'engagent à aviser l'administrateur des réclamations afin de permettre à ce dernier de procéder aux retenues appropriées et le Fonds d'aide aux actions collectives en conformité avec les articles 59 et 60 du *Règlement de la Cour supérieure du Québec en matière civile*, RLRQ, c. C-25.01, r.0.2.1.

[91] Toutefois, vu ces articles 59 et 60 mentionnés précédemment et les représentations de la procureure du Fonds d'aide, le tribunal émettra une ordonnance légèrement différente de celle sollicitée par la Représentante dans sa demande.

[92] Le Protocole de distribution encadre également l'administration du processus de distribution.

[93] L'administration de la distribution doit refléter un certain équilibre entre la valeur des réclamations présentées par les membres et le travail requis de la part de l'administrateur des réclamations afin de procéder à leur vérification.

[94] Tel qu'indiqué précédemment, le Protocole de distribution offre aux membres deux avenues pour présenter leurs réclamations :

- a) un processus simplifié offert aux réclamants qui choisiront de soumettre une réclamation non documentée pour le montant administratif minimum de 20 \$; et
- b) un processus de réclamation qui s'adresse à l'ensemble des réclamants et leur permet de soumettre une réclamation documentée pour un montant supérieur au montant administratif minimum<sup>18</sup>.

[95] Dans tous les cas, les formulaires de réclamation pourront être remplis par l'entremise d'un portail web ou, pour les membres qui n'ont pas accès à l'internet, par l'entremise d'un formulaire papier, qui sera substantiellement similaire au formulaire (pièce R-3).

[96] Tous les réclamants qui souhaiteront soumettre une réclamation documentée devront fournir à l'administrateur des réclamations une preuve de la valeur de chacun des achats effectués. Toutefois, puisque près de 20 ans se sont écoulés depuis le début de la période pertinente, les Membres du groupe qui ne seront pas en mesure de fournir des reçus, des factures ou autre preuve d'achat matérielle pourront fournir une

---

<sup>18</sup> Tel qu'il appert du Protocole de distribution, pièce R-2, et de l'affidavit de Me Linda Visser, pièce R-8.

déclaration. Il relèvera de l'administrateur des réclamations de juger du caractère raisonnable de la réclamation documentée par déclaration.

[97] Par ailleurs, dans le cadre des transactions qu'elle a conclues avec certaines défenderesses, les Avocats de la Représentante a obtenu des informations relatives à leurs ventes directes au Canada. Ces informations serviront de preuves d'achats.

[98] La Représentante propose que la période au cours de laquelle les membres pourront présenter leurs réclamations soit d'une durée de quatre (4) mois à compter de la première publication d'avis informant de la distribution.

[99] La Représentante et ses Avocats recommandent l'approbation du Protocole de distribution.

[100] Après analyse, le tribunal conclut qu'ils ont raison.

#### ***Quant à l'administration des réclamations***

[101] Afin de retenir les services d'un administrateur des réclamations, au mois de décembre 2020, les Avocats ont invité par courriel trois administrateurs potentiels, à soumettre une offre.

[102] Suite à la réception de leurs propositions, la Représentante et ses Avocats recommandent la nomination de RICEPOINT à titre d'administrateur des réclamations. RICEPOINT offre un service bilingue et a agi comme administrateur des réclamations dans le cadre de plusieurs actions collectives à l'échelle du Canada, notamment en matière de fixation de prix. Il a en outre offert la soumission la plus économique.

#### ***La nomination d'un arbitre***

[103] Le Protocole de distribution prévoit également que les appels des décisions de l'administrateur des réclamations seront tranchés par un arbitre bilingue nommé par le tribunal.

[104] À cet effet, la Représentante et ses Avocats proposent de nommer Me Marc Beauchemin à cette fonction. Me Beauchemin est un avocat bilingue de plus de 35 ans d'expérience, spécialisé en dossiers de litige complexes et d'envergure, notamment en actions collectives.

[105] La Représentante et ses avocats recommandent l'approbation du Protocole de distribution et la nomination de Me Beauchemin à titre d'arbitre.

[106] Après examen, le tribunal exprime son accord.

### ***La communication avec les membres***

[107] La Représentante souhaite que les membres présentent leurs réclamations en grand nombre et obtiennent la compensation à laquelle ils ont droit.

[108] Dans ce contexte, les avis suivants sont soumis pour fins d'approbation par le tribunal :

- un avis long en langue française, pièce R-12;
- un avis long en langue anglaise, pièce R-13;
- un avis court en langue française, pièce R-14;
- un avis court en langue anglaise, pièce R-15;
- un avis aux fins de publication en langue française, pièce R-16; et
- un avis aux fins de publication en langue anglaise, pièce R-17.

[109] Les avis informent les membres de l'approbation de la Transaction PANASONIC et résument les termes du Protocole de distribution et informent les membres de la date limite pour soumettre une réclamation.

[110] Il est proposé par la Représentante que les avis soient diffusés conformément au Plan de communication (pièce R-18).

[111] Ce Plan de communication se résume comme suit :

- l'envoi direct de l'avis aux fins de publication, en anglais et/ou en français, selon le cas, à des associations de l'industrie identifiées dans le Plan de communication pour diffusion volontaire auprès de leurs membres;
- l'envoi direct de l'avis court, en français et/ou en anglais selon le cas, aux personnes identifiées comme Membres du groupe selon les informations fournies par les défenderesses;
- l'envoi direct de l'avis court, en français et/ou en anglais selon le cas, à toute personne s'étant inscrite sur les sites internet des Avocats;

- la publication de l'avis long, en français et en anglais, sur les sites internet des Avocats;
- la publication de l'avis long, en français, sur le site internet de la Représentante;
- l'envoi par courriel, par les Avocats, de l'avis long, en français et/ou en anglais selon le cas, à toute personne qui en fait la demande;
- une campagne de publicité digitale sur les plateformes mentionnées dans le Plan de communication; et
- la diffusion d'un communiqué de presse, en français et en anglais, auprès de La Presse Canadienne (Nasdaq GlobeNewswire)<sup>19</sup>.

[112] Pour la réalisation et la mise en œuvre de la campagne de publicité digitale à l'échelle nationale et la diffusion du communiqué de presse, les Avocats ont contacté une agence de relations publiques, Northern Commerce Inc. (ci-après : « Northern »), qui a élaboré un plan de marketing digital visant à permettre la diffusion de l'information de manière efficace et avec un impact maximal auprès des membres du groupe à travers tout le Canada.

[113] Les Avocats de la Représentante estiment que le Plan de communication est raisonnable au regard de l'importance des sommes à distribuer, du territoire à couvrir et de l'objectif d'engendrer un nombre important de réclamations à l'échelle nationale.

[114] Vu ce qui précède, ils soumettent qu'il y a lieu d'approuver la Demande pour l'approbation d'une transaction, d'un protocole de distribution, d'avis aux membres, d'un plan de communication, la nomination d'un administrateur des réclamations et d'un arbitre.

[115] Après réflexion et analyse, le tribunal est d'avis qu'il y a lieu de faire droit à ces éléments de la demande.

---

<sup>19</sup> Pièce R-19.

B. LA DEMANDE POUR L'APPROBATION DES HONORAIRES ET DÉBOURSÉS DES AVOCATS DE LA REPRÉSENTANTE DEVRAIT-ELLE ÊTRE ACCUEILLIE?

[116] Conformément à l'art. 32 de la *Loi sur le fonds d'aide aux actions collectives*, il appartient au tribunal d'approuver les honoraires extrajudiciaires et déboursés auxquels les Avocats de la Représentante ont droit.

***Les honoraires***

[117] Les Avocats de la Représentante ont signé une convention d'honoraires avec la Représentante (ci-après la « Convention »)<sup>20</sup>.

[118] En vertu de la Convention, les honoraires des Avocats de la Représentante s'établissent dans le cas présent à 25 % de toute somme perçue.

[119] La convention d'honoraires bénéficie d'une présomption de validité. Elle ne sera écartée que lorsqu'il est démontré qu'elle n'est pas juste et raisonnable pour les membres du groupe ou si elle contrevient à la loi ou à l'ordre public<sup>21</sup>.

[120] Les avocats des demandeurs dans le Dossier SHAH et le Dossier CRUZ ont présenté devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario, une demande similaire à la présente demande et une ordonnance donnant suite à leur demande a été rendue par le juge Perell le 15 janvier 2021 (pièce R-4).

[121] Pour l'ensemble des Actions, les Avocats recherchent collectivement des honoraires extrajudiciaires représentant 25 % des sommes prévues à la Transaction.

[122] Les Avocats ont convenu entre eux d'un mode de répartition des honoraires demandés à l'échelle nationale. En vertu de cette entente, les Avocats de la Représentante ont droit à 23% des honoraires demandés à l'échelle nationale, soit la somme de 474 289,73 \$. C'est cette somme que les Avocats de la Représentante demandent au tribunal d'approuver.

---

<sup>20</sup> Pièce R-21.

<sup>21</sup> *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345, par. 50; *Cornellier c. Province canadienne de la Congrégation de Ste-Croix*, 2011 QCCS 6670, par. 76; *Krantz c. Procureure générale du Québec*, 2017 QCCS 5115, par. 57.

TRANSACTION PANASONIC	
Montant du règlement :	6 295 000 \$ US
Conversion en dollars canadiens en date du 1 <sup>er</sup> octobre 2018 :	8 243 300 \$ CA
Plus: Intérêts accumulés en date du 31 décembre 2020	5 216,99 \$
Total :	8 248 516,99 \$
Honoraires demandés par les Avocats (25% du Total) :	2 062 129,25 \$
Honoraires des avocats des demandeurs des Dossiers SHAH et CRUZ (77% des honoraires des Avocats) :	1 587 839,52 \$
Honoraires que les Avocats de la Représentante demandent au tribunal d'approuver (23% des honoraires des Avocats) :	474 289,73 \$

[123] Les Avocats de la Représentante ont accepté d'assumer entièrement les risques financiers de la présente action collective en contrepartie de l'assurance qu'ils seraient rémunérés à même une portion des bénéfices obtenus pour les membres en cas de succès.

[124] À ce jour, aucune aide financière n'a été reçue du Fonds d'aide aux actions collectives.

[125] Les Avocats de la Représentante soumettent qu'il y a lieu d'approuver les honoraires extrajudiciaires demandés.

[126] Lorsqu'il s'agit d'approuver les honoraires et déboursés des Avocats de la Représentante, le tribunal dispose d'un pouvoir de surveillance des intérêts des membres du groupe qui doit s'exercer en fonction des critères objectifs que sont :

- Les conventions d'honoraires;
- La contribution qu'il est raisonnable de demander à un membre du groupe en contrepartie des bénéfices qu'il retire du recours collectif;
- Les facteurs énumérés à l'art.102 du *Code de déontologie des avocats*<sup>22</sup>;

<sup>22</sup> RLRQ, c. B-1, r. 3.1.

- Les responsabilités et les risques assumés par les avocats du recours collectif<sup>23</sup>.

[127] Conformément à leur *Code de déontologie*, les Avocats de la Représentante doivent demander et accepter des honoraires justes et raisonnables<sup>24</sup>. L'article 102 de ce *Code* dispose :

102. Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services professionnels rendus. L'avocat tient notamment compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires:

- 1° l'expérience;
- 2° le temps et l'effort requis consacrés à l'affaire;
- 3° la difficulté de l'affaire;
- 4° l'importance de l'affaire pour le client;
- 5° la responsabilité assumée;
- 6° la prestation de services professionnels inhabituels ou exigeant une compétence particulière ou une célérité exceptionnelle; et
- 7° le résultat obtenu;

[...]

### ***L'expérience des Avocats de la Représentante***

[128] Les honoraires demandés sont justifiés et proportionnés en raison de l'expérience des Avocats de la Représentante.

---

<sup>23</sup> *Dorion c. Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska (Hôpital Honoré-Mercier)*, 2012 QCCS 727, par. 59. Voir aussi *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345, par. 47; *Krantz c. PGQ*, 2017 QCCS 5115, par. 50 et suiv.; *Beauchamp c. Procureure générale du Québec*, 2019 QCCS 2421; *Kennedy c. Colacem Canada inc.*, 2019 QCCS 183; *Lépine c. Société canadienne des postes*, 2017 QCCS 1407; *Brown c. Lloyd's Underwriters*, 2018 QCCS 5866; *Marcil c. Commission scolaire de la Jonquière*, 2018 QCCS 3836.

<sup>24</sup> *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345, par. 47, 51, 69; *Cornellier c. Province canadienne de la Congrégation de Ste-Croix*, 2011 QCCS 6670, par. 77 et 78; *Dorion c. Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska (Hôpital Honoré-Mercier)*, 2012 QCCS 727, par. 60.

[129] Le cabinet Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. a été fondé en janvier 2001. Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. est un cabinet de type boutique qui se consacre exclusivement aux litiges civils et commerciaux. La pratique de Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. se concentre généralement autour de deux axes : les actions collectives et le litige civil et commercial.

[130] Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. occupe actuellement en demande dans près de 20 actions collectives entreprises au Québec. Depuis sa fondation, Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. a entrepris 30 actions collectives, dont 11 en droit de la concurrence.

[131] Au fil des ans, Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. a été impliqué dans quelques-unes des causes les plus importantes en matière d'actions collectives au Québec et au Canada.

[132] Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. a ainsi représenté Option consommateurs dans le cadre d'un arrêt phare de la Cour suprême du Canada qui balise maintenant les conditions d'exercice des actions collectives au Québec et qui reconnaît pour la première fois en droit civil la possibilité pour des consommateurs d'entreprendre des procédures judiciaires contre les membres d'un cartel international. Cet arrêt revêt également une importance particulière en droit international privé : *Infineon Technologies AG c. Option consommateurs*, 2013 CSC 59, [2013] 3 R.C.S. 600.

[133] Les avocats de Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. ont également participé aux deux plus importants règlements de l'histoire canadienne des actions collectives en matière de valeurs mobilières (règlements internationaux évalués à plus de deux milliards de dollars dans *Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec (APEIQ) c. Corporation Nortel Networks*, 500-06-000126-017 et *Skarstedt c. Corporation Nortel Networks*, 500-06-000277-059).

[134] Les avocats de Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. ont également représenté Option consommateurs dans le cadre du plus gros règlement financier qui n'ait jamais eu lieu au Canada en matière de droit de la consommation (règlement canadien évalué à plus de 1,664 milliards de dollars dans *Option Consommateurs c. Volkswagen Group Canada Inc.*, 500-06-000761-151).

[135] Plusieurs avocats de ce cabinet sont reconnus par les publications spécialisées *Canadian Legal Lexpert® Directory*, *Chambers Global*, *The Best Lawyers in Canada*, et *Benchmark Canada: The Definitive Guide to Canada's Leading Litigation Firms & Attorneys*.

[136] Les avocats de Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. sont régulièrement invités à titre de conférenciers en matière d'actions collectives dans le cadre de colloques organisés



notamment par le service de la Formation permanente du Barreau du Québec. Certains d'entre eux siègent également au comité sur l'action collective du Barreau du Québec et/ou ont participé aux travaux de divers de ses sous-comités. Ils ont également été et sont toujours membres du Groupe de travail national de l'Association du Barreau canadien sur les actions collectives, lequel est à l'origine du protocole judiciaire sur les actions collectives.

[137] Les avocats de Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. ont démontré à plusieurs reprises leur capacité de mener à bon port les dossiers les plus complexes et les plus exigeants.

### ***Le temps et l'effort consacrés à l'affaire***

[138] Les honoraires demandés sont justifiés et proportionnés en raison du temps consacré à l'affaire par les Avocats de la Représentante.

[139] Le cabinet des Avocats de la Représentante compte dix avocats qui exercent tous en litige. Certains d'entre eux cumulent plus de 30 années d'expérience, alors que d'autres ont été assermentés tout récemment. Cette structure permet au cabinet d'assigner les ressources appropriées en fonction de la tâche à effectuer, et ainsi de se conformer au principe de proportionnalité<sup>25</sup>.

[140] Depuis le début du présent dossier et jusqu'au 31 décembre 2020, les Avocats ont collectivement consacré des milliers d'heures de travail au bénéfice de l'ensemble des membres, représentant un investissement total de 5 713 015,24 \$ aux taux horaires en vigueur aux époques pertinentes.

[141] À même ce travail collectif, l'investissement des Avocats de la Représentante se chiffre quant à lui à la somme de 1 874 424,36 \$.

[142] Dans le cadre de l'approbation de la Transactions SONY, de la Transaction SAMSUNG et de la Transaction LG, le tribunal a déjà octroyé des honoraires de 533 737,95 \$ aux Avocats de la Représentante. C'est donc dire qu'au total, les honoraires demandés à ce jour par les Avocats de la Représentante se chiffraient à 1 008 027,68 \$.

[143] En fin de compte, les honoraires demandés à ce jour représentent dans les faits environ 53 % de l'investissement total des Avocats de la Représentante (1 008 027,68 \$ / 1 874 424,36 \$).

---

<sup>25</sup> Principe codifié à l'art. 18 C.p.c.

***La difficulté du problème soumis, l'importance de l'affaire et la responsabilité assumée par les Avocats de la Représentante***

[144] L'action collective constitue une mesure sociale visant à assurer l'accès à la justice pour des demandeurs qui n'ont pas les ressources pour intenter des recours personnels ou pour qui l'enjeu personnel est trop minime pour justifier le coût d'intenter des procédures.

[145] Tel que l'ont souligné les tribunaux à maintes reprises, les actions collectives servent notamment à modifier le comportement des défendeurs. Les Actions, qui ont permis d'obtenir à ce jour plus de 21 000 000 \$ dans le cadre de l'ensemble des transactions intervenues, étaient en pratique le seul outil mis à la disposition des consommateurs canadiens pour sanctionner le complot allégué.

[146] Les enjeux en matière d'action collective sont souvent très importants sur le plan financier en raison du nombre de réclamations potentielles. Il s'ensuit que les défendeurs sont régulièrement représentés par des avocats de premier plan, disposant de ressources importantes.

[147] Un tel véhicule procédural ne peut exister à moins que les avocats qui agissent en demande n'acceptent d'assumer une part importante sinon la totalité des frais du recours, ainsi que d'être payés seulement en cas de succès, comme les Avocats de la Représentante le font dans la présente affaire.

[148] Pour assurer la viabilité du véhicule procédural qu'est l'action collective, il est essentiel que des avocats compétents acceptent de prendre de tels risques. Or, sans une compensation en cas de succès qui tient compte du risque assumé, aucun avocat n'a d'intérêt à accepter de tels risques.

[149] Selon les Avocats de la Représentante, ceci inclut la perspective d'investir des milliers d'heures et des centaines de milliers de dollars sans la moindre garantie d'être payé, que ce soit en raison d'un échec dans leur tentative d'établir les éléments de la responsabilité des Intimées, ou encore de l'incapacité de ces dernières de payer le montant d'une condamnation éventuelle.

***La prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence exceptionnelle***

[150] L'action collective en demande est pratiquée par un nombre restreint d'avocats qui en font souvent une spécialité.

[151] Le caractère juste et raisonnable des honoraires doit s'analyser notamment à la lumière des difficultés liées à la pratique de l'action collective en demande. Une telle pratique implique de réinvestir une part substantielle des honoraires obtenus afin d'assurer les coûts futurs d'opération du cabinet.

[152] Il arrive fréquemment que les avocats jouent un rôle actif dans la promotion et la conduite de tels recours, car les enjeux pour les membres sont souvent d'une faible importance relativement à l'effort nécessaire pour mener à bien le litige.

[153] Par son ampleur et les enjeux qu'il met en cause, l'action collective exige un niveau élevé d'expertise et de professionnalisme de la part des avocats qui oeuvrent dans ce domaine.

[154] Les actions collectives créent ou éteignent des droits pour tous les membres des groupes visés. Les Avocats de la Représentante, de concert avec le tribunal, sont responsables de voir à ce que les membres soient informés de l'existence des recours et des gestes nécessaires pour protéger leurs droits, de même que d'assurer la diffusion des jugements.

[155] Les actions collectives sont souvent médiatisées de telle sorte que les avocats doivent aussi se faire communicateurs pour assurer la diffusion de l'information pertinente.

***Le résultat obtenu***

[156] À ce jour, c'est plus de 21 000 000,00 \$ que les efforts de la Représentante ont permis d'amasser au bénéfice des membres.

[157] Pour les raisons déjà exposées, les Avocats de la Représentante sont d'opinion que le résultat obtenu au bénéfice des membres est important et très satisfaisant.

[158] En outre, les Avocats de la Représentante sont d'opinion que la stratégie retenue de poursuivre activement les défenderesses dans plusieurs juridictions a servi les intérêts

des membres et est une des motivations importantes à l'origine de la conclusion des Transactions.

[159] La Représentante consent à la demande d'honoraires des Avocats de la Représentante et l'estime juste et raisonnable. Elle a été à même de constater le temps et l'énergie qu'y ont investis les Avocats de la Représentante et d'apprécier leur compétence.

[160] La présente demande d'honoraires est conforme à la Convention, pièce R-21. La Convention, pièce R-21, a été rédigée par la Représentante elle-même. Elle tient compte du très haut niveau de risque associé à l'entreprise de ce dossier en contrepartie d'un paiement d'honoraires conditionnels au résultat obtenu, de l'ampleur et de la durée des procédures, de même que de la complexité des questions en litige.

[161] Ils soutiennent qu'il est important que les conventions d'honoraires convenues entre un représentant sophistiqué tel que la Représentante et les Avocats de la Représentante soient respectées afin d'assurer une forme de prévisibilité aux parties et ainsi promouvoir l'accès à la justice.

### ***Les déboursés***

[162] En date du 31 décembre 2020, les Avocats ont encouru collectivement et au bénéfice des membres des déboursés totalisant 666 086,79 \$ avant taxes. De ce total, en date du 31 décembre 2020, les Avocats de la Représentante ont encouru des déboursés totalisant 66 758,64 \$.

[163] Depuis leur dernière demande d'approbation d'honoraires, laquelle incluait des déboursés encourus jusqu'au 30 avril 2019 et ce, jusqu'au 31 décembre 2020, les Avocats de la Représentante ont encourus des déboursés additionnels qui se ventilent comme suit et dont le remboursement est ici demandé :

Fournitures – séparateurs	221,27 \$
Frais de recherche	67,28 \$
Huissier	13,60 \$
Interurbains	31,68 \$
Photocopies	5 241,00 \$
Repas	488,99 \$
Taxi	7,00 \$
<b>Total</b>	<b>6 070,82 \$</b>

[164] La Représentante consent à la demande de remboursement des déboursés des Avocats de la Représentante et l'estime juste et raisonnable.

[165] Les honoraires et déboursés demandés par les Avocats de la Représentante reflètent chacun des critères énoncés ci-dessus. Ils sont, selon eux, justes et raisonnables et devraient donc être approuvés par le tribunal.

\* \* \*

[166] En somme, le tribunal conclut, après analyse, que tous les volets de la Demande sont bien fondés eu égard aux critères applicables. Celle-ci doit donc être accueillie, sous réserve d'une modification mineure.

[167] Afin de ne pas déroger au texte de la Transaction PANASONIC, les conclusions du présent jugement qui ont trait à l'approbation de cette Transaction ont été rédigées en langue anglaise.

[168] Enfin, par souci d'uniformité avec le texte des ordonnances similaires recherchées dans les juridictions d'Ontario et de Colombie-Britannique, les conclusions du présent jugement ont également été rédigées en langue anglaise, à l'exception de celles portant sur l'approbation des honoraires et déboursés.

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[169] **ACCUEILLE** la Demande pour l'approbation d'une transaction, d'un protocole de distribution, d'avis aux membres, d'un plan de communication, la nomination d'un administrateur des réclamations, d'un arbitre et l'approbation des honoraires et déboursés des Avocats de la Représentante;

**POUR LA TRANSACTION PANASONIC :**

[170] **DECLARES** that the definitions set forth in the Settlement Agreement, Exhibit **R-1**, apply to and are incorporated into this Judgment and, as a consequence, shall form an integral part thereof, being understood that the definitions are binding on the Parties to the Settlement Agreement;

[171] **DECLARES** that in the event of a conflict between this Judgment and the Settlement Agreement, the Judgment shall prevail;

[172] **ORDERS AND DECLARES** that this Judgment, including the Settlement Agreement, shall be binding on every Quebec Settlement Class Member who has not validly opted-out of the action;

[173] **APPROVES** the Settlement Agreement pursuant to Article 590 of the *Code of Civil Procedure* and **DECLARES** that, subject to all of the other provisions of this Judgment, the Settlement Agreement is valid, fair, reasonable and in the best interest of the Quebec Settlement Class Members, and constitutes a transaction within the meaning of Article 2631 of the *Civil Code of Quebec*, binding all Parties and all members described therein;

[174] **DECLARES** that the Settlement Agreement shall be implemented in accordance with its terms, but subject to the terms of this Judgment;

[175] **DECLARES** that, subject to the other provisions of this Judgment, the Settlement Agreement, in its entirety (including the preamble, the definitions, schedules and addendum), is attached to this Judgment as Schedule A and shall form an integral part of the Judgment;

[176] **ORDERS AND DECLARES** that effective immediately upon the Effective Date, and in consideration of payment of the Settlement Amount, and for other valuable considerations set forth in the Settlement Agreement, the Releasors forever and absolutely release the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have;

[177] **ORDERS AND DECLARES** that upon the Effective Date, the Quebec Proceeding shall be declared settled out of court, without costs as against the Settling Defendants and the Parties shall sign and file a notice of settlement with the Quebec Superior Court;

[178] **DECLARES** that the Quebec Plaintiff and the Quebec Settlement Class Members expressly waive and renounce the benefit of solidarity against any other Person with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees relating to the Released Claims;

[179] **DECLARES** that any claims in warranty, recursory action, forced intervention or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Proceeding;

[180] **DECLARES** that this Court retains an ongoing supervisory role for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement;

**POUR LE PROTOCOLE DE DISTRIBUTION, LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS, D'UN ARBITRE, LES AVIS, LE PLAN DE COMMUNICATION :**

[181] **APPROVES** the Distribution Protocol, Exhibit R-2;

[182] **DECLARES** that the definitions set forth in the Distribution Protocol, Exhibit R-2, apply to and are incorporated into this Judgment and, as a consequence, shall form an integral part thereof, being understood that the definitions are binding on the Parties to the Settlement Agreement;

[183] **APPOINTS** RicePoint Administration Inc. as Claims Administrator;

[184] **DECLARES** that the Distribution Protocol shall govern the administration of the settlement agreements entered into with:

- a) NEC Corporation and NEC Tokin Corporation;
  - b) Samsung SDI Co., Ltd. and Samsung SDI America, Inc.;
  - c) Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc. and Sony of Canada Ltd;
  - d) LG Chem, Ltd. and LG Chem America, Inc.;
  - e) Toshiba Corporation, Toshiba America Electronic Components, Inc. and Toshiba of Canada Limited;
  - f) Maxell Holdings, Ltd. and Maxell Corporation of America.; and
  - g) Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America, Panasonic Canada Inc., and Sanyo Electric Co., Ltd.;
- (collectively the "**Settlement Agreements**");

[185] **ORDERS** that the settlement amounts paid pursuant to the Settlement Agreements shall be distributed by the Claims Administrator in accordance with the Distribution Protocol;

[186] **ORDERS** that in the event the Net Settlement Fund, as defined in the Distribution Protocol, is not paid out due to uncashed cheques, residual interest or otherwise, a balance will be created, and further direction shall be sought from Quebec Court to

determine the distribution of such balance, as it relates to the Quebec Settlement Class only, in accordance with the law;

[187] **GIVES ACT** to the undertaking from the Plaintiff to advise the Claims Administrator to proceed to the relevant deductions before the distribution and the Fonds d'Aide aux actions collectives pursuant to sections 59 and 60 of the *Regulation of the Superior Court of Québec in civil matters*, C-25.01, r.0.2.1;

[188] **APPOINTS** Marc Beauchemin as the Arbitrator to determine any appeals of decisions by the Claims Administrator;

[189] **APPROVES** the publication, short-form and long-form notices substantially in the form of Exhibits R-12 to R-17;

[190] **APPROVES** the *Plan de communication* in the form of Exhibit R-18 (the "**Communication Plan**");

[191] **ORDERS** that the notices shall be disseminated in accordance with the Communication Plan;

[192] **APPROVES** the Claim Form substantially in the form of Exhibit R-3;

[193] **DECLARES** that all information provided by claimants as part of the claims process is collected, used and retained by the Claims Administrator, Class Counsel and their agents pursuant to the applicable privacy laws for the purposes of administering the Settlement Agreements, including evaluating the claimant's eligibility status under the Settlement Agreements. The information provided by the claimant shall be treated as private and confidential and shall not be disclosed without the express written consent of the claimant, except in accordance with the Settlement Agreements, Distribution Protocol and/or an order of the Ontario or Quebec Court, as the case may be;

[194] **DECLARES** that to be eligible for settlement benefits, Settlement Class Members must submit a properly completed Claim Form to the Claims Administrator on or before the date which is four (4) months from the date of the first publication of the notices (the "Claims Period") and any Settlement Class Member who fails to do so shall not share in any distribution made in accordance with the Distribution Protocol with respect to the Settlement Agreements;



[195] **DECLARES** that this Court retains an ongoing supervisory role for the purpose of implementing, administering and enforcing the Distribution Protocol, and subject to the terms and conditions set out in the Distribution Protocol;

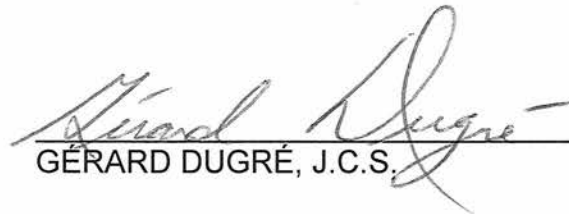
**POUR LES HONORAIRES ET DÉBOURSÉS DES AVOCATS**

[196] **APPROUVE** et **FIXE** les honoraires de BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L. au montant de 474 289,73 \$, plus taxes applicables;

[197] **APPROUVE** et **FIXE** les déboursés de BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L. au montant de 6 070,82 \$, plus taxes applicables;

[198] **AUTORISE** que les honoraires et déboursés approuvés soient prélevés à même les fonds obtenus dans le cadre des Transactions intervenues dans le présent dossier;

[199] **LE TOUT**, sans frais de justice.

  
GÉRARD DUGRÉ, J.C.S.

Me Jean-Philippe Lincourt  
Me Caroline Cassagnabère  
BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.  
Avocats de la Représentante

Me Vincent De l'Étoile  
Me Lana Rackovic  
LANGLOIS AVOCATS  
Avocats des défenderesses Panasonic

Me Lory Beauregard  
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Me Sylvie De Bellefeuille  
Représentante d'Option Consommateurs

## SCHEDULE A

### LITHIUM ION BATTERIES CLASS ACTIONS NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

Made as of October 1, 2020

Between

KHURRAM SHAH, ALPINA HOLDINGS INC.,  
JONATHAN CRUZ and OPTION CONSOMMATEURS

(the "Plaintiffs")

and

PANASONIC CORPORATION, PANASONIC CORPORATION OF NORTH AMERICA,  
PANASONIC CANADA INC., and SANYO ELECTRIC CO., LTD.

(the "Settling Defendants")

**LITHIUM ION BATTERIES CLASS ACTIONS  
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT  
TABLE OF CONTENTS**

RECITALS .....1

SECTION 1 - DEFINITIONS .....4

SECTION 2 - SETTLEMENT APPROVAL .....10

    2.1 Best Efforts .....10

    2.2 Motions for Approval .....10

    2.3 Pre-Motion Confidentiality .....11

SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS .....11

    3.1 Payment of Settlement Amount .....11

    3.2 Taxes and Interest .....12

SECTION 4 - NON-APPROVAL OR TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT ...13

    4.1 Right of Termination.....13

    4.2 If Settlement Agreement is Terminated .....14

    4.3 Survival of Provisions After Non-Approval of Settlement Agreement.....15

SECTION 5 - RELEASES AND DISMISSALS.....16

    5.1 Release of Releasees .....16

    5.2 Release by Releasees .....16

    5.3 Covenant Not To Sue.....16

    5.4 No Further Claims.....17

    5.5 Dismissal of the Proceedings .....17

    5.6 Dismissal of Other Actions .....17

    5.7 Claims Against Other Entities Reserved.....18

    5.8 Material Term .....18

SECTION 6 - BAR ORDER AND DECLARATION OF RENUNCIATION .....18

    6.1 Ontario Bar Order .....18

6.2	Quebec Declaration of Renunciation of Benefit of Solidarity.....	20
6.3	Material Term .....	20
SECTION 7 - EFFECT OF SETTLEMENT .....		21
7.1	No Admission of Liability .....	21
7.2	Agreement Not Evidence.....	21
7.3	No Further Litigation .....	21
SECTION 8 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY .....		22
8.1	Settlement Class and Common Issue.....	22
SECTION 9 - NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES .....		22
9.1	Notices Required.....	22
9.2	Form and Distribution of Notices .....	23
SECTION 10 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION .....		23
10.1	Mechanics of Administration.....	23
10.2	Information and Assistance.....	23
10.3	Distribution Protocol.....	23
SECTION 11 - CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES.....		24
11.1	Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements.....	24
11.2	Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes .....	24
11.3	Administration Expenses .....	24
SECTION 12 - MISCELLANEOUS .....		25
12.1	Motions for Directions .....	25
12.2	Headings, etc.....	25
12.3	Computation of Time.....	25
12.4	Ongoing Jurisdiction.....	26
12.5	Governing Law .....	26

12.6	Entire Agreement .....	27
12.7	Amendments .....	27
12.8	Binding Effect .....	27
12.9	Counterparts .....	27
12.10	Negotiated Agreement .....	28
12.11	Language .....	28
12.12	Transaction .....	28
12.13	Recitals .....	28
12.14	Schedules .....	28
12.15	Acknowledgements .....	29
12.16	Notice .....	29
14.18	Date of Execution .....	30

**LITHIUM ION BATTERIES CLASS ACTIONS  
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

**RECITALS**

A. WHEREAS the Proceedings have been commenced by the BC Plaintiff in British Columbia, the Quebec Plaintiff in Quebec, and the Ontario Plaintiffs in Ontario;

B. AND WHEREAS the BC Proceeding alleges that the Settling Defendants participated in an unlawful conspiracy to fix, raise, maintain, and/or stabilize the price of Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products in Canada from at least January 1, 2002 until at least January 1, 2012, contrary to Part VI of the *Competition Act* and the common law;

C. AND WHEREAS the Ontario Proceeding alleges that the Settling Defendants participated in an unlawful conspiracy to fix, raise, maintain, and/or stabilize the price of Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products in Canada from at least January 1, 2000 until at least December 31, 2011, contrary to Part VI of the *Competition Act* and the common law;

D. AND WHEREAS the Quebec Proceeding alleges that the Settling Defendants participated in an unlawful conspiracy to fix, raise, maintain, and/or stabilize the price of Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products in Quebec from February 24, 2004 until September 30, 2008, contrary to Part VI of the *Competition Act* and the civil law;

E. AND WHEREAS Sanyo Energy (U.S.A.) Corporation merged into Sanyo North America Corporation in or around 2009 and Sanyo North America Corporation merged into Panasonic Corporation of North America in or around April 2015;

F. AND WHEREAS by Orders dated March 27, 2018, the Ontario Court approved the procedure for opting out of the Ontario Proceeding and, on June 7, 2018, the Quebec Court approved the procedure for opting out of the Quebec Proceeding;

G. AND WHEREAS the deadline for opting out of the Proceedings has passed and there were no opt-outs;

H. AND WHEREAS the Settling Defendants and Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged

in the Proceedings, or in any Other Actions, and otherwise deny all liability and assert that they have complete defences in respect of the merits of the Proceedings and any Other Actions or otherwise;

I. AND WHEREAS despite their belief that they are not liable in respect of the claims as alleged in the Proceedings and any Other Actions and have good and reasonable defences in respect of jurisdiction and the merits, the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nationwide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Class Members in the Proceedings and any Other Actions, and to avoid further expense, inconvenience, the distraction of burdensome and protracted litigation, and the risks associated with trials and appeals;

J. AND WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings and any Other Actions;

K. AND WHEREAS the Plaintiffs and Class Counsel have reviewed and fully understand the terms of this Settlement Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, and having regard to the burdens and expense in prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, the Plaintiffs and Class Counsel have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the Settlement Classes they seek to represent;

L. AND WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Releasees;

M. AND WHEREAS the Parties therefore wish to, and hereby do, finally resolve on a national basis, without admission of liability, all of the Proceedings and any Other Actions as against the Releasees;

N. AND WHEREAS the Ontario and Quebec Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the Settlement Classes and will seek to be appointed representative plaintiffs in their respective Proceeding;

O. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent they have previously done so in the Proceedings and as is expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

P. AND WHEREAS the Parties consent to certification or authorization for settlement purposes (i) of the Ontario and Quebec Proceedings as class proceedings, (ii) of the Settlement Classes and (iii) of a Common Issue in respect of each of the Ontario and Quebec Proceedings as against the Settling Defendants for the sole purpose of implementing this Settlement Agreement and contingent on approvals by the Ontario and Quebec Courts as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification or authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

Q. AND WHEREAS as a result of their settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the Settlement Classes they seek to represent, subject to approval of the Ontario and Quebec Courts; and

R. AND WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement first through the Ontario Court;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby



acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario Proceeding and BC Proceeding be settled and dismissed as against the Settling Defendants only, and the Quebec Proceeding be declared settled out of court as against the Settling Defendants, all without costs as to the Plaintiffs, the Settlement Classes they seek to represent and the Settling Defendants, subject to the approval of the Ontario and Quebec Courts, on the following terms and conditions:

### SECTION 1 - DEFINITIONS

For the purpose of this Settlement Agreement only, including the recitals and schedules hereto:

- (1) **Administration Expenses** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices and the costs of claims administration, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (2) **Approval Hearings** means the hearings for the Ontario and Quebec Courts' approval of the settlement provided for in this Settlement Agreement.
- (3) **BC Counsel** means Camp Fiorante Matthews Mogerman LLP.
- (4) **BC Court** means the Supreme Court of British Columbia.
- (5) **BC Plaintiff** means Jonathan Cruz.
- (6) **BC Proceeding** means the proceeding commenced by the BC Plaintiff before the BC Court that is identified in Schedule "A" to this Settlement Agreement.
- (7) **Claims Administrator** means the firm proposed by Class Counsel and appointed by the Ontario and Quebec Courts to administer the Settlement Amount in accordance with the provisions of this Settlement Agreement and the Distribution Protocol, and any employees of such firm.
- (8) **Class Counsel** means BC Counsel, Ontario Counsel and Quebec Counsel.

- (9) ***Class Counsel Disbursements*** include the disbursements and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in any of the Proceedings.
- (10) ***Class Counsel Fees*** means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec, as a result of the Settlement Agreement.
- (11) ***Class Period*** means January 1, 2000 to January 1, 2012.
- (12) ***Common Issue*** means: Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the price of Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products directly or indirectly in Canada during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
- (13) ***Counsel for the Settling Defendants*** means Bennett Jones LLP.
- (14) ***Courts*** means the BC Court, the Ontario Court and the Quebec Court.
- (15) ***Defendants*** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule "A" to this Settlement Agreement. For greater certainty, Defendants includes, without limitation, the Settling Defendants and Settled Defendants.
- (16) ***Distribution Protocol*** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as proposed by Class Counsel and as approved by the Ontario and Quebec Courts.
- (17) ***Documents*** means all papers, computer or electronic records, or other materials within the scope of Rule 1.03(1) and Rule 30.01(1) of the Ontario *Rules of Civil Procedure* and any copies, reproductions or summaries of the foregoing, including microfilm copies and computer images.
- (18) ***Effective Date*** means the date of the last Final Order issued.

- (19) **Execution Date** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.
- (20) **Excluded Person** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing.
- (21) **Final Order** means the final order issued and entered by each of the Ontario and Quebec Courts in respect of the approval of this Settlement Agreement and the final order issued and entered by the BC Court dismissing the BC Action.
- (22) **Lithium Batteries** means cylindrical, prismatic or polymer batteries that are rechargeable and use lithium ion technology, excluding lithium-ion rechargeable batteries designed for use in automobiles or other vehicles.
- (23) **Lithium Battery Products** means the following products that contain Lithium Batteries: notebook or laptop computers, cellular phones including smartphones (excluding cellular phones acquired as part of a cellular phone service contract), tablet computers, e-book readers, MP3 players, personal digital assistants, handheld GPS, handheld video players and/or lithium ion battery packs.
- (24) **Notice of Hearing** means the form or forms of notice, agreed to by the Plaintiffs and the Settling Defendants, or such other form or forms of notice as may be approved by the Ontario and Quebec Courts, which inform the Settlement Class of: (i) the certification or authorization of the Ontario and Quebec Proceedings as class proceedings for settlement purposes; (ii) the dates and locations of the Approval Hearings; (iii) the principal elements of the Settlement Agreement; and (iv) the process by which Settlement Class Members may object to the settlement.
- (25) **Ontario Counsel** means Siskinds LLP and Sotos LLP.
- (26) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.
- (27) **Ontario Plaintiffs** means Khurram Shah and Alpina Holdings Inc.

- (28) **Ontario Proceeding** means the proceeding commenced by the Ontario Plaintiffs before the Ontario Court as identified in Schedule “A” to this Settlement Agreement.
- (29) **Ontario Settlement Class** means the settlement class in respect of the Ontario Proceeding that is defined in Schedule “A” to this Settlement Agreement.
- (30) **Other Actions** means actions or proceedings, other than the Proceedings, relating to some or all of the Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date, including but not limited to *Retallick v. LG Chem, Ltd. et al*, Saskatchewan Court of Queen’s Bench (Regina Centre), Court File No. 979 of 2014.
- (31) **Party or Parties** means the Plaintiffs, Settlement Class Members (where appropriate) and the Settling Defendants.
- (32) **Person** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.
- (33) **Plaintiffs** means the BC Plaintiff, the Ontario Plaintiffs, and the Quebec Plaintiff.
- (34) **Proceedings** means the BC Proceeding, the Ontario Proceeding and the Quebec Proceeding as defined in Schedule “A” to this Settlement Agreement.
- (35) **Proportionate Liability** means that proportion of any judgment that, had the Settling Defendants not settled, the Ontario Court would have apportioned to the Releasees.
- (36) **Purchase Price** means the sale price paid by Settlement Class Members for Lithium Batteries and Lithium Battery Products purchased in Canada during the Class Period, less any rebates, delivery or shipping charges, taxes and any other form of discounts.
- (37) **Quebec Counsel** means Belleau Lapointe, LLP.
- (38) **Quebec Court** means the Superior Court of Quebec.

- (39) **Québec Plaintiff** means Option consommateurs.
- (40) **Quebec Proceeding** means the proceeding commenced by the Quebec Plaintiff before the Quebec Court identified in Schedule “A” to this Settlement Agreement.
- (41) **Quebec Settlement Class** means the settlement class in respect of the Quebec Proceeding that is identified in Schedule “A” to this Settlement Agreement.
- (42) **Released Claims** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, including any claims for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the Class Period, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers' fees (including Class Counsel Fees), known or unknown, foreseen or unforeseen, suspected or unsuspected, actual or contingent, asserted or unasserted, accrued or unaccrued and liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasers ever had, now have or hereafter can, shall or may have, arising from or relating in any way to the purchase, pricing, sale, discounting, or offering of Lithium Batteries or any products containing Lithium Batteries sold directly or indirectly in Canada during the Class Period, including but not limited to, those claims that are based on, arise under or relate to allegations of an unlawful or anticompetitive conspiracy to fix, raise, maintain, and/or stabilize the price of Lithium Batteries and/or any products containing Lithium Batteries or relating to any conduct alleged or which could have been alleged in the Proceedings. However, nothing herein shall be construed to release (a) any claims based on negligence, personal injury, breach of contract, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defects, securities or other similar claims that relate to Lithium Batteries and/or products containing Lithium Batteries and that do not relate to alleged anticompetitive conduct; and (b) claims brought (whether before or after the Effective Date) relating to purchases of Lithium Batteries and/or products containing Lithium Batteries outside of Canada.

(43) **Releasees** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants, and all of their respective present and former, direct and indirect, parents, owners, subsidiaries (including Sanyo Energy (U.S.A.) Corporation and Sanyo North America Corporation), divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c. C-44), partners, joint ventures, franchisees, dealers, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, mandataries, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing.

(44) **Releasors** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members, on behalf of themselves and any Person or entity claiming by or through them as a parent, subsidiary, affiliate, predecessor, successor, shareholder, partner, director, owner of any kind, agent, principal, employee, contractor, attorney, heir, executor, administrator, insurer, devisee, assignee, or representative of any kind.

(45) **Settled Defendants** means:

- (a) NEC Corporation, NEC Tokin Corporation, Samsung SDI Co., Ltd, Samsung SDI America, Inc., Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc. Sony of Canada Ltd., LG Chem, Ltd., LG Chem America, Inc., Toshiba Corporation, Toshiba America Electronic Components, Inc., Toshiba of Canada Limited, Maxell Holdings, Ltd. and Maxell Corporation of America.

(46) **Settlement Agreement** means this agreement, including the recitals and schedules.

(47) **Settlement Amount** means the sum of six million two hundred ninety five thousand U.S. dollars (USD \$6,295,000).

(48) **Settlement Class** means, in respect of each of the Ontario and Quebec Proceedings, the settlement class defined in Schedule A.

(49) *Settlement Class Member* means a member of a Settlement Class.

(50) *Settling Defendants* means Panasonic Corporation (incorrectly named as Panasonic Corp. in the BC Proceeding), Panasonic Corporation of North America, Panasonic Canada Inc., and Sanyo Electric Co., Ltd..

(51) *Trust Account* means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, SC 1991, c 46) held at a Canadian financial institution under the control of Siskinds LLP or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members or the Settling Defendants, as provided for in this Settlement Agreement.

## SECTION 2- SETTLEMENT APPROVAL

### 2.1 Best Efforts

(1) The Parties shall use their best efforts to implement this settlement and to secure the final dismissal with prejudice of the Ontario Proceeding and BC Proceeding as against the Settling Defendants and a notice of settlement out of court of the Quebec Proceeding as against the Settling Defendants.

### 2.2 Motions for Approval

(1) As soon as practical after the Settlement Agreement is executed, the Ontario and Quebec Plaintiffs shall bring motions before the Ontario and Quebec Courts for orders certifying or authorizing the Ontario and Quebec Proceedings, as applicable, as a class proceeding (for settlement purposes) as against the Settling Defendants, and then approving this Settlement Agreement. The Ontario motions shall be filed first and, to the extent practicable, heard before the Quebec motions.

(2) The form of orders referred to in section 2.2(1) shall be as agreed to by the Ontario and Quebec Plaintiffs and Settling Defendants or in such form or manner as approved by the Ontario and Quebec Courts.

- (3) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

### **2.3 Pre-Motion Confidentiality**

(1) Until the first of the motions required by section 2.2 is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants or Class Counsel, as the case may be, except as required for the purposes of financial reporting or the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), as otherwise required by law, or as otherwise required to give effect to the terms of this Settlement Agreement.

## **SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS**

### **3.1 Payment of Settlement Amount**

(1) Within thirty (30) days of the Execution Date, subject to the receipt by the Settling Defendants before the Execution Date of an original copy of a written request for payment from Class Counsel in the format provided by the Settling Defendants, the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Siskinds LLP for deposit into the Trust Account. The Settlement Amount shall be converted into Canadian currency by Siskinds LLP upon deposit into the Trust Account.

(2) The Settling Defendants shall deposit the Settlement Amount into the Trust Account by wire transfer. Siskinds LLP shall provide the necessary wire transfer information to Counsel for the Settling Defendants within five days of the Execution Date so that the Settling Defendants have a reasonable period of time to comply with section 3.1(1) of this Settlement Agreement.

(3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.

(4) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including without limitation, interest, costs, Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.



(5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement or the Proceedings or any Other Actions.

(6) Once a Claims Administrator has been appointed, Siskinds LLP shall transfer control of the Trust Account to the Claims Administrator.

(7) Siskinds LLP and the Claims Administrator shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement. While in control of the Trust Account, Siskinds LLP and the Claims Administrator shall not pay out all or part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Ontario and Quebec Courts obtained after notice to the Parties.

### **3.2 Taxes and Interest**

(1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.

(2) Subject to section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Class Counsel or the Claims Administrator shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned by the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to the

Settling Defendants who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Class Counsel or the Claims Administrator.

## **SECTION 4- NON-APPROVAL OR TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT**

### **4.1 Right of Termination**

(1) In the event that:

- (a) the Ontario or Quebec Court declines to certify or authorize the Ontario or Quebec Proceeding, as applicable, for settlement purposes as against the Settling Defendants or does so in a materially modified form;
- (b) the Ontario Court or BC Court declines to dismiss the Ontario or BC Proceeding, as applicable, as against the Settling Defendants, or the Quebec Court declines to declare settled out of court the Quebec Proceeding as against the Settling Defendants;
- (c) the Ontario or Quebec Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part hereof;
- (d) the Ontario or Quebec Court approves this Settlement Agreement in a materially modified form;
- (e) the Ontario or Quebec Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement; including that the Ontario settlement approval order does not include the following language:

(1) THIS COURT ORDERS that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions he, she or it has commenced, without costs and with prejudice, and

(2) THIS COURT ORDERS that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any member of the Ontario Settlement

Class shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.

or

- (f) any orders approving this Settlement Agreement made by the Ontario or Quebec Courts do not become Final Orders

the Plaintiffs and the Settling Defendants shall each have the right to terminate this Settlement Agreement (except that only the Settling Defendants shall have the right to terminate under subsection (b) above) by delivering a written notice pursuant to section 12.16, within thirty (30) days following an event described above.

(2) In addition, if the Settlement Amount is not paid in accordance with section 3.1(1), the Plaintiffs shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to section 12.16, within thirty (30) days after such non-payment, or move before the Court to enforce the terms of this Settlement Agreement.

(3) Except as provided for in section 4.3, if the Settling Defendants or the Plaintiffs exercise their right to terminate, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, shall not be binding on the Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation or in any other way for any reason.

(4) Any order, ruling or determination made (or rejected) by any Court with respect to Class Counsel Fees or Document confidentiality shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

#### **4.2 If Settlement Agreement is Terminated**

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify or authorize the Ontario or Quebec Proceeding as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;
- (b) the Parties will cooperate in seeking to have any issued order certifying or authorizing a Proceeding as a class proceeding on the basis of the Settlement Agreement or approving this Settlement Agreement set aside and declared null and void and of no force or effect, and any Person shall be estopped from asserting otherwise; and
- (c) any prior certification or authorization of the Ontario or Quebec Proceeding as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Class and the Common Issue, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings or any Other Actions or other litigation.

(2) If the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, Siskinds LLP shall, within thirty (30) business days of the written notice advising that the Settlement Agreement has been terminated in accordance with its terms, return to the Settling Defendants the Settlement Amount, plus all accrued interest thereon, less taxes paid on interest, less any costs actually incurred or payable with respect to the notices required by section 9.1, and less any costs of translation required by section 12.11 that have actually been incurred or are payable.

#### **4.3 Survival of Provisions After Non-Approval of Settlement Agreement**

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of sections 3.2(3), 4.1(2), 4.2, 7.1, 7.2 and 9.1 and the definitions and schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of sections 3.2(3), 4.1(2), 4.2, 7.1, 7.2 and 9.1 within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement

Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

## **SECTION 5- RELEASES AND DISMISSALS**

### **5.1 Release of Releasees**

(1) Upon the Effective Date, subject to section 5.3 and in consideration of payment of the Settlement Amount, and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasers forever and absolutely release the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

(2) The Plaintiffs and Settlement Class Members acknowledge that they may hereafter discover facts in addition to, or different from, those facts which they know or believe to be true regarding the subject matter of the Settlement Agreement, and it is their intention to release fully, finally and forever all Released Claims and, in furtherance of such intention, this release shall be and remain in effect notwithstanding the discovery or existence of different facts.

### **5.2 Release by Releasees**

(1) Upon the Effective Date, each Releasee forever and absolutely releases each of the other Releasees from any and all claims for contribution or indemnity with respect to the Released Claims.

### **5.3 Covenant Not To Sue**

(1) Notwithstanding section 5.1, upon the Effective Date, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasers do not release the Releasees, but instead covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, institute, prosecute, participate in, maintain or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims, whether on their own behalf or as part of any putative, purported or certified class of purchasers or consumers.

#### **5.4 No Further Claims**

(1) Upon the Effective Date, Releasors shall not now or hereafter institute, provide assistance for, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee or any other Person who may claim contribution or indemnity or other claims over relief from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c. N. 1 or other legislation or at common law or equity, in respect of any Released Claim. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasors shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

#### **5.5 Dismissal of the Proceedings**

(1) On the Effective Date, the BC Proceeding and the Ontario Proceeding shall be dismissed, with prejudice and without costs, as against the Settling Defendants.

(2) Upon the Effective Date, the Quebec Proceeding shall be declared settled out of court, without costs, as against the Settling Defendants, and the Parties shall sign and file a notice of settlement out of court with the Quebec Court.

#### **5.6 Dismissal of Other Actions**

(1) Upon the Effective Date, each Ontario Settlement Class Member shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees.

(2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced by an Ontario Settlement Class Members shall be dismissed against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation, and Class Counsel (i) shall, at their cost, obtain orders from the Ontario and BC Courts confirming same in respect of all Other Actions commenced in British Columbia and Ontario, and (ii) if requested by the Settling Defendants, take the reasonably necessary steps to seek an order finally staying or dismissing or otherwise finally resolving any Other Actions commenced in a province other than British Columbia and Ontario.

**5.7 Claims Against Other Entities Reserved**

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by Settlement Class Members against any Person other than the Releasees.

**5.8 Material Term**

(1) For the avoidance of doubt and without in any way limiting the ability of the Parties to assert that other terms in this Settlement Agreement are material terms (subject to section 4.1(4)), the releases, covenants, dismissals, granting of consent, and reservations of rights contemplated in this Section 5 shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the releases, covenants, dismissals, granting of consent, and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to section 4.1 of the Settlement Agreement.

**SECTION 6 - BAR ORDER AND DECLARATION OF RENUNCIATION****6.1 Ontario Bar Order**

(1) The Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that the Ontario order approving this Settlement Agreement must include a bar order from the Ontario Court providing for the following:

- (a) all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this section;

(b) if the Ontario Court ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise is a legally recognized claim:

(A) the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

(B) the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members shall limit their claims against the named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, those claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest, and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) attributable to the aggregate of the several liability of the named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario Settlement Class Members shall be entitled to claim and seek to recover on a joint and several basis as between the named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and

(C) the Ontario Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other



disposition of the Ontario Proceeding, whether or not the Releasees remain in the Ontario Proceeding or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the relevant Proceeding and any determination by the Ontario Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding.

## **6.2 Quebec Declaration of Renunciation of Benefit of Solidarity**

(1) The Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that the Quebec order approving this Settlement Agreement must include a declaration by the Quebec Court that the Quebec Plaintiff and Quebec Settlement Class Members have renounced the benefit of solidarity. The declaration obtained will provide the following:

- (a) the Quebec Plaintiff and Quebec Settlement Class Members expressly waive and renounce the benefit of solidarity against the any other Person with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees relating to the Released Claims; and
- (b) any claims in warranty, recursory action, forced intervention or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Proceeding.

## **6.3 Material Term**

(1) For the avoidance of doubt and without in any way limiting the ability of the Parties to assert that other terms in this Settlement Agreement are material terms (subject to section 4.1(4)), the Parties acknowledge that the bar orders and the declaration of renunciation of the benefit of solidarity contemplated herein shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the bar orders or to declare the renunciation of the benefit of solidarity contemplated herein shall give rise to a right to termination pursuant to section 4.1 of the Settlement Agreement.

## SECTION 7 - EFFECT OF SETTLEMENT

### 7.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not this Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, Documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed or interpreted to be an admission of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings or any Other Actions or any other pleading filed by the Plaintiffs.

### 7.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, Documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, or to defend against the assertion of Released Claims, or as otherwise required by law or as provided in this Settlement Agreement.

### 7.3 No Further Litigation

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by, or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Releasees that relates to or arises from the Released Claims. Moreover, neither Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by, or a partner with Class Counsel, may divulge to anyone for any purpose, or use for any purpose, any information or Documents obtained in the course of the Proceedings or the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent that such

information is or becomes otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court in Canada.

(2) For greater certainty, section 7.3(1) shall be inoperative to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under section 3.2-10 of the Law Society of British Columbia's *Code of Professional Conduct for British Columbia*.

## **SECTION 8 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY**

### **8.1 Settlement Class and Common Issue**

(1) The Parties agree that the Ontario and Quebec Proceedings shall be certified or authorized as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Ontario and Quebec Courts, and such certification or authorization shall not be used or relied on as against the Settling Defendants for any other purpose.

(2) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification or authorization of the Ontario and Quebec Proceedings as class proceedings for settlement purposes and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes.

(3) The Parties agree that the certification or authorization of the Ontario and Quebec Proceedings as against the Settling Defendants for the purpose of implementing the Settlement Agreement, shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against any other Person that is not a Releasee, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

## **SECTION 9- NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES**

### **9.1 Notices Required**

(1) The proposed Settlement Classes shall be given the following notices: (i) the Notice of Hearing; (ii) notice if this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect; and (iii) such further notice as may be directed by the Ontario or Quebec Courts. Copies of the notices shall be sent by direct mail or email to Persons who have commenced an Other Action and their counsel of record.

## **9.2 Form and Distribution of Notices**

(1) The form of notices referred to in section 9.1(1) and the manner and extent of publication and distribution shall be as agreed to by the Plaintiffs and Settling Defendants or in such form or manner as approved by the Ontario and Quebec Courts.

## **SECTION 10 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION**

### **10.1 Mechanics of Administration**

(1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement and the Distribution Protocol shall be determined by the Ontario and Quebec Courts on motions brought by Class Counsel.

(2) The Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to (i) the administration of the Settlement Agreement, including the Distribution Protocol, and (ii) the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to, Administration Expenses and Class Counsel Fees.

### **10.2 Information and Assistance**

(1) Unless previously produced during discovery, the Settling Defendants will make reasonable efforts to provide a list of available names and addresses (including any relevant email addresses), and purchase price information of those Persons in Canada who purchased Lithium Batteries and/or Lithium Batteries Products from the Settling Defendants during the Class Period. The information shall be delivered in Microsoft Excel or such other format as may be agreed upon by Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, and shall be delivered as a separate production. If previously produced during discovery, the Settling Defendants will make reasonable efforts to identify the relevant documents by bates number.

### **10.3 Distribution Protocol**

(1) After the Effective Date, at a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will make an application seeking orders from the Ontario and Quebec Courts approving the Distribution Protocol.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

## **SECTION 11- CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES**

### **11.1 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements**

(1) Class Counsel may seek the Ontario and Quebec Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Trust Account after the Effective Date.

(2) In the event that some of the funds remain in the Trust Account after payment of Class Counsel Disbursements, Class Counsel Fees, Administrative Expenses, and implementation of the Distribution Protocol, Class Counsel shall seek direction from the Ontario and Quebec Courts regarding the distribution of the remaining funds.

(3) Class Counsel reserve the right to bring motions to the Ontario and Quebec Courts for reimbursement out of the Trust Account for any future Class Counsel Disbursements.

### **11.2 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes**

(1) The Settling Defendants shall not be liable for any Class Counsel Fees, Class Counsel Disbursements or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

### **11.3 Administration Expenses**

(1) Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date.

(2) Notwithstanding section 11.1(1) and 11.3(1), Class Counsel shall pay the costs of the notices required by section 9.1(1) and any costs of translation required by section 12.11 from the Trust Account, as they become due and such payments may be made before the Effective Date. Subject to section 4.2(2), the Settling Defendants shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.

## **SECTION 12 - MISCELLANEOUS**

### **12.1 Motions for Directions**

(1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Courts as may be required for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless a Court orders otherwise, motions for directions that do not relate solely to matters affecting the BC Proceeding or the Quebec Proceeding shall be determined by the Ontario Court.

(2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties.

### **12.2 Headings, etc.**

(1) In this Settlement Agreement:

- (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
- (b) the terms “this Settlement Agreement”, “hereof”, “hereunder”, “herein”, and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

### **12.3 Computation of Time**

(1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

- (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and
- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as “holiday” is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

#### **12.4 Ongoing Jurisdiction**

(1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over each Proceeding commenced in its jurisdiction and the Parties in that Proceeding, except that the Ontario Court will have jurisdiction over the Class Counsel Fees in the BC Proceeding.

(2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding sections 12.4(1) and 12.4(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of the Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the claim of a Quebec Settlement Class Member shall be determined by the Ontario Court.

#### **12.5 Governing Law**

(1) Subject to section 12.5(2), this Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario and the laws of Canada applicable therein.

(2) Notwithstanding section 12.5(1), for matters relating specifically to the BC or Quebec Proceeding, the BC or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction and the laws of Canada applicable therein.

### **12.6 Entire Agreement**

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

### **12.7 Amendments**

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all Parties hereto, and any such modification or amendment must be approved by the Court with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

### **12.8 Binding Effect**

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settling Defendants, the Settlement Class Members, the Releasers, the Releasees and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made herein by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasers and each and every covenant and agreement made herein by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

### **12.9 Counterparts**

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or electronic/PDF signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.



**12.10 Negotiated Agreement**

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

**12.11 Language**

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related Documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required by a Court, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

**12.12 Transaction**

(1) This Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing to any errors of fact, of law and/or of calculation.

**12.13 Recitals**

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

**12.14 Schedules**

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

### 12.15 Acknowledgements

- (1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:
- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
  - (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
  - (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
  - (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of this Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

### 12.16 Notice

- (1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or Document to another, such notice, communication or Document shall be provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

#### **For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:**

Charles M. Wright and Linda Visser  
**Siskinds LLP**  
**Barristers and Solicitors**  
**680 Waterloo Street**  
**London, ON N6A 3V8**

Telephone: 519-672-2121  
 Facsimile: 519-672-6065  
 Email: charles.wright@siskinds.com  
 linda.visser@siskinds.com

David Sterns and Jean Marc Leclerc  
**Sotos LLP**  
**Barristers and Solicitors**  
**180 Dundas Street West, Suite 1200**  
**Toronto, ON M5G 1Z8**

Telephone: 416-977-0007  
 Facsimile: 416-977-0717  
 Email: dsterns@sotosllp.com  
 jleclerc@sotosllp.com

Maxime Nasr  
Belleau Lapointe, LLP  
306, Place d'Youville  
Office B-10  
Montreal, Quebec H2Y 2B6

Telephone: 514-987-6700  
Facsimile: 514-987-6886  
Email: mnasr@belleaulapointe.com

Reidar Mogerman and David Jones  
Camp Fiorante Matthews Mogerman  
Barristers and Solicitors  
#400-856 Homer Street  
Vancouver, BC V6B 2W5

Telephone: 604-689-7555  
Facsimile: 604-689-7554  
Email: rmogerman@cfmlawyers.ca  
djones@cfmlawyers.ca

**For Settling Defendants:**

Emrys Davis  
Bennett Jones LLP  
3400 One First Canadian Place  
P.O. Box 130  
Toronto, ON M5X 1A4

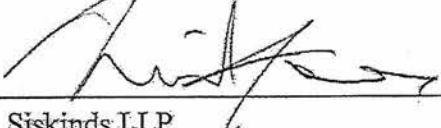
Telephone: 416-777-6242  
Facsimile: 416-863-1716  
Email: DavisE@bennettjones.com

**14.18 Date of Execution**

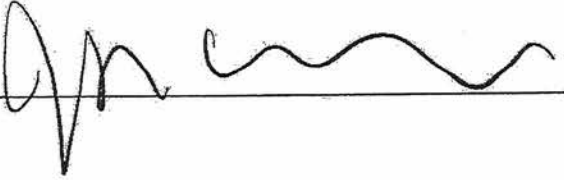
(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

**KHURRAM SHAH and ALPINA HOLDINGS INC.**, on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by their counsel.

Name of Authorized Signatory: David Jones for Siskinds

Signature of Authorized Signatory:   
Siskinds LLP  
Ontario Counsel

Name of Authorized Signatory: Jean-Marc Leclerc

Signature of Authorized Signatory: 

Sotos LLP  
Ontario Counsel

JONATHAN CRUZ, by his counsel

Name of Authorized Signatory:

David Jones

Signature of Authorized Signatory:

Camp Fiorante Matthews Mogeran LLP  
BC Counsel

OPTION CONSOMMATEURS, on its own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class, by its counsel

Name of Authorized Signatory:

Maxime Nasr

Signature of Authorized Signatory:

Belleau Lapointe, LLP  
Quebec Counsel

PANASONIC CORPORATION, PANASONIC CORPORATION OF NORTH AMERICA, PANASONIC CANADA INC., and SANYO ELECTRIC CO., LTD. by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Emrys Davis

Signature of Authorized Signatory:

Bennett Jones LLP

## SCHEDULE A – PROCEEDINGS

Proceeding	Plaintiffs	Defendants	Settlement Class
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-13-483540-00CP (the “Ontario Proceeding”)	Khurram Shah and Alpina Holdings Inc.	LG Chem, Ltd., LG Chem America, Inc., Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America, Panasonic Canada Inc., Sanyo Electric Co., Ltd., Sanyo North America Corporation, Sanyo Energy (U.S.A.) Corporation, Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc., Sony of Canada Ltd., Samsung SDI Co., Ltd., Samsung SDI America, Inc., Samsung Electronics Canada Inc., Hitachi, Ltd., Hitachi Maxell, Ltd., Maxell Corporation of America, Maxell Canada, GS Yuasa Corporation, NEC Corporation, NEC Tokin Corporation, NEC Canada, Toshiba Corporation, Toshiba America Electronic Components, Inc., and Toshiba of Canada Limited	All Persons in Canada who purchased Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products in Canada during the Class Period, except the Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class.
Superior Court of Quebec (District of Montreal), File No. 500-06-000632-121 (the “Quebec Proceeding”)	Option consommateurs	LG Chem Ltd., LG Chem America, Inc., Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America, Panasonic Canada Inc., Sanyo Electric Co., Ltd., Sanyo North America Corporation, Sony Corporation, Sony of Canada Ltd., Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc., Samsung SDI Co., Ltd. Samsung	All Persons in Quebec who purchased Lithium Batteries and/or Lithium Battery Products in Canada during the Class Period, except the Excluded Persons.

Proceeding	Plaintiffs	Defendants	Settlement Class
		SDI America, Inc., Hitachi, Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi Maxell, Ltd., Maxell Corporation of America	
British Columbia Supreme Court File No. VLC-S-S-128141 (Vancouver Registry) (the "BC Proceeding")	Jonathan Cruz	LG Chem Ltd., LG Chem America, Inc., Panasonic Corp., Panasonic Corporation of North America, Sanyo Electric Co., Ltd., Sanyo North America Corporation, Panasonic Canada Inc., Samsung SDI Co. Ltd., Samsung SDI America, Inc., Samsung SDI Mexico, S.A. de C.V., Samsung SDI (Hong Kong) Ltd., Tianjin Samsung SDI Co., Ltd., Shanghai Samsung SVA Electronic Devices Co., Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics Inc., Sony of Canada Ltd., Hitachi, Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi-Maxell Ltd., Maxell Corporation of America and Maxell Canada	